

# La Guinée : une transition dans l'espoir, mais tous les scénarios restent possibles.

**Le 22 décembre, le général président Lansana Conté, s'est éteint après 22 ans de règne sur la Guinée. Son pouvoir, un des plus prédateurs au monde, a laissé ce pays pourtant formidablement riche en ressources naturelles, exsangue et totalement désorganisé. Le 24 décembre, de jeunes capitaines de l'armée ont pris le pouvoir et annoncé la rupture avec les pratiques précédentes.**

Depuis le décès du dictateur Sékou Touré en 1984, la Guinée subissait en effet un **régime autocratique** sous couvert de démocratie et de multipartisme. L'armée y était, est toujours, très puissante, possédant de nombreuses richesses, terres, titres etc. Le clan présidentiel, familles, amis était les autres grands gagnants de ce système, cumulant postes haut placés, prises de participation dans les entreprises, possessions foncières, et détournements. L'opposition existait mais elle était faible, réprimée et divisée.

La Guinée émerge ainsi en terme de corruption au 173<sup>e</sup> rang sur 180 pays, dans le classement de Transparency International. De plus le pays est aussi gangrené depuis quelques années par le trafic de drogue, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, à travers notamment la personne du fils Conté, ancien responsable de la garde présidentielle.

Cette mal gouvernance a entraîné une grave **crise économique** depuis 2002 : la dette du Trésor à l'égard de la Banque Centrale est passée de 62 millions de dollars en 1996 à 500 millions de dollars en 2004, vidant ainsi peu à peu les réserves de celles-ci. Le Franc Guinéen est passé de 2000 FG pour 1 \$ en 2001 à 6 000 FG aujourd'hui. L'inflation, de 27% en 2008, a rendu le panier de la ménagère hors de prix. Le salaire d'un instituteur permet juste de payer un sac de riz. Et un guinéen sur deux vit avec moins de 1 \$ par jour.

Dans le même temps une mauvaise gestion de l'énergie a obligé à rationner l'électricité, qui est suspendue en journée et par quartiers sur des périodes de 15 jours, paralysant largement l'activité économique.

La Guinée est pourtant un pays potentiellement très riche : outre des sols très fertiles, elle possède les plus grandes réserves mondiales de bauxite, du fer, du zinc, du cuivre, de l'or, des diamants...

## Les événements

- Le 22 décembre dans la nuit : la mort de Lansana Conté est annoncée officiellement à la télévision et radio nationale par le premier ministre, Ahmed Tidiane Souaré, le président de l'Assemblée Nationale, Aboubacar Somparé, le chef des forces armées, Diarra Camara. Le président de l'Assemblée Nationale demande à la cour suprême de le nommer chef d'Etat par intérim, conformément à l'article 34 de la constitution, qui prévoit ensuite un délai de 60 jours pour l'organisation d'élections présidentielles.

- Le lendemain 23 décembre à 7h45, l'armée guinéenne, en la personne du capitaine Moussa Dadis Camara, annonce sa prise de pouvoir, la dissolution du gouvernement Souaré, la suspension de la constitution, et l'instauration d'un Conseil National de la Démocratie et du Développement (CNDD).
- Durant la journée du 23 décembre, des discussions ont lieu entre militaires putschistes et loyalistes, regroupés au camp Alpha Yaya Diallo, pour fixer la composition du CNDD. Trois personnalités militaires semblent s'être disputées la direction du CNDD, le capitaine Moussa Camara, le chef d'Etat major de l'armée de terre, Toto Camara et le lieutenant-colonel Sékouba Konaté. Apparemment ils se seraient finalement départagés par... tirage au sort ! Un résultat qui a permis le ralliement de l'essentiel des militaires et la mise à l'écart du camp loyaliste, c'est à dire des vieux caciques du pouvoir.
- Le 25 décembre, l'ensemble des forces vives du pays, partis politiques, syndicats, représentants de la société civile, confessions religieuses, sont convoqués par le président du CNDD, qui tient un discours montrant une volonté d'en cesser avec les pratiques précédentes, de travailler avec tous et de mettre le pays sur le chemin de la démocratie et de la réforme.  
Concrètement, il affirme :
  - o vouloir restaurer la démocratie par l'organisation d'élections législatives et présidentielles dans les deux ans. Il s'engage à ne pas être candidat.
  - o Vouloir lutter contre la mal gouvernance, la corruption, l'ethnocentrisme, la vente et consommation de drogue.
  - o Dans un premier temps vouloir poursuivre les auteurs de détournements des deniers publics, vouloir réviser les conventions minières.
- Dès le 26 décembre condamnation par une grande partie de la communauté internationale du coup d'Etat et suspension de l'aide américaine. Mais le CNDD engage alors une série de contacts et rencontres pour rassurer le monde diplomatique sur leurs intentions. Les déclarations des uns ou des autres pays se font moins sévères.
- Par la suite les différentes composantes des forces vives de la Nation vont répondre à la rencontre du 25 décembre par une série de déclarations reconnaissant au CNDD une forme de légitimité dû à sa volonté de changement et proposant leur collaboration ainsi que des feuilles de route pour les réformes à engager.

## **Des premiers actes qui rassurent**

- Le CNDD a nommé un premier ministre civil, M. Kabinet Komara, déjà dans la liste de « premiers ministrables » proposés lors des événements de janvier-février 2007 par la société civile. M. Komara, était directeur de département à la Banque africaine d'import-export en Egypte et est globalement perçu comme un homme compétent et honnête.
- Une vingtaine de gradés des forces armées et de sécurité, considérés comme des proches et prédateurs de l'ancien régime, ont été mis à la retraite. 16 militaires ont été aussi placés en détention.
- Les prix du carburant à la pompe ont été réajustés à la baisse, pour faire face à la cherté de la vie.

## **Positions de la société civile, autres partis politiques et responsables religieux.**

Si les partis politiques d'opposition s'avéraient faibles en Guinée, il en allait tout autrement des syndicats et de la société civile guinéenne, qui après des décennies de silence, s'étaient structurés ces dernières années et s'étaient soudain fait entendre début 2007. Une grève de deux mois avait forcé le président Conté à signer des accords de réformes et à nommer un premier ministre de consensus. Malheureusement au bout d'un an, peu de promesses avaient été tenues, le président avait réussi à « démissionner » le premier ministre et à le remplacer par un de ses proches. Toutefois la société civile continuait un patient travail de contrepropositions, et construction interne.

L'ensemble de leurs propositions face au coup d'Etat peuvent se résumer comme suit :

- Ils prennent acte de la prise de pouvoir par l'armée à travers le CNDD.
- Ils approuvent un certain nombre d'engagements du CNDD sus mentionnés.
- Ils demandent la constitution d'une structure de transition appelée suivant les uns ou les autres « Conseil Consultatif National », « Conseil National de Transition », qui serait constitué de représentants des partis politiques, de représentants de la société civile et syndicats etc... bref, de forces vives de la Nation.
- Ils demandent
  - o l'organisation d'élections législatives puis présidentielles avant fin 2009.
  - o La réforme d'un certain nombre de lois : loi fondamentale (notamment réduction du nombre de mandats présidentiels), code minier principalement
  - o Engagement d'un processus de réforme de la justice avec séparation effective des pouvoirs exécutifs et législatifs
  - o Réforme de l'administration après un audit des services et un audit des douanes.
  - o Mise en place d'un programme de réforme économique, en commençant par la relance du secteur agricole et la mise en place d'un stock de sécurité alimentaire. Avec finalisation accord avec FMI et Banque Mondiale.

## **Réactions de la communauté internationale**

- les USA ont suspendu leur aide, à l'exception de l'aide humanitaire et l'aide à l'organisation d'élections. Ils expriment clairement que la junte doit rendre le pouvoir aux civils très vite. La Guinée dépendant à 75% de son budget de fonctionnement de la communauté internationale, cette nouvelle suscite de vives inquiétudes.
- L'Union africaine et al CEDEAO ont suspendu la Guinée de ses fonctions de membre, condamnant fermement le coup d'Etat.
- Le président sénégalais Abdoulaye Wade a exprimé son appui à la junte au vu de leurs engagements et du soutien qu'il voit du côté des populations guinéennes.
- La France elle a décidé de ne pas suspendre son aide, après la visite de M. Joyandet en Guinée auprès des différents responsables du pays, mais elle a demandé que la transition ne dépasse pas 2009.

## **Analyse : une nouvelle révolution des œillets ?**

### **La société civile et les partenaires expriment dans leur ensemble leur soulagement de cette transition, voire leur soutien au CNDD. Pourquoi ?**

- Somparé, le successeur désigné par la constitution, présidait une Assemblée Nationale, élue dans la fraude et l'abstention et ayant dépassé son mandat depuis 2007. Il n'avait aucune crédibilité aux yeux de l'opinion qui ne voulait surtout pas de lui. Idem pour le premier ministre, un proche de Lansana Conté. Il était donc quasiment impossible que l'armée ne prenne pas le pouvoir. Mais quand tous craignait l'arrivée du fils Conté, ce sont les jeunes gradés qui ont surgi et avec un discours de rupture. Une sorte de révolution des œillets comme au Portugal...
- Le capitaine Moussa Dadis Camara, le nouveau président, 44 ans, était inconnu jusqu'à ce jour. Ancien étudiant en droits et sciences économiques de l'université Abdel Nasser, il n'était pas plus brillant que d'autres au dire de ses anciens camarades. Issu des communautés guerzé de la forêt, il neutralisera peut-être les rivalités des autres ethnies soussous, peuls et malinkés, qui, ceci dit,...risquent de le considérer comme on considère les « forestiers », c'est-à-dire des paysans incultes. Dadis Camara connaît bien les conditions de vie de ses soldats (il avait été l'instigateur des mutineries de mai 2008 pour paiements d'arriérés de soldes) ainsi que celle des guinéens, mais il a été aussi responsable de l'approvisionnement en carburant au sein de l'armée, une fonction où il a dû brasser des milliards...**Prendra-t-il goût au pouvoir et cherchera-t-il à le garder? Ou au contraire sera-t-il l'homme du changement qu'il annonce ? Ce serait la meilleure manière d'entrer dans l'Histoire....**
- **Un contre coup d'Etat est largement toujours à craindre.** En prévision Camara a placé des proches au niveau du gouvernement, dont le fameux Jean Claude Pivi, comme ministre de la sécurité présidentielle. Jean Claude Pivi, était monté en puissance ces dernières années, avec des interventions fortes et souvent rocambolesques pour contrer le brigandage dans les quartiers de Conakry, ce qui lui a valu le surnom de « Coplan ». Sa nomination rencontre beaucoup de critiques, en raison de son très faible niveau scolaire.
- Une des interrogations se situent au niveau du fils de Lansana Conté, qui a été exfiltré du pays. Tout le monde s'attendait à ce que l'armée ou au moins son groupe, les bérets rouges, le place au pouvoir et il n'en est rien ! Ce scénario évité (pour le moment) rassure tout le monde: Hassane Conté était le responsable des répressions sanglantes de début 2007 et connu comme un narcotrafiquant.

Pour conclure, tout reste possible encore dans le pays, le meilleur comme le pire. La vigilance et l'appui aux efforts de la société civile pour qu'elle puisse jouer son rôle comme force de proposition et contre-pouvoir est extrêmement important.